



SM de gestion et de valorisation de l'ICPE de Villeneuve-lès-Bouloc (Siren : 253101067)

FICHE SIGNALÉTIQUE BANATIC

Données générales

Nature juridique	Syndicat mixte fermé
Syndicat à la carte	non
Commune siège	Villemur-sur-Tarn
Arrondissement	Toulouse
Département	Haute-Garonne
Interdépartemental	non

Date de création

Date de création	17/04/1973
Date d'effet	17/04/1973

Organe délibérant

Mode de répartition des sièges	Même nombre de sièges
Nom du président	M. Jean-Marc DUMOULIN

Coordonnées du siège

Complément d'adresse du siège	Mairie de Villemur
Numéro et libellé dans la voie	
Distribution spéciale	
Code postal - Ville	31340 VILLEMUR SUR TARN
Téléphone	05 61 37 61 20
Fax	05 61 37 61 92
Courriel	
Site internet	

Profil financier

Mode de financement	Contributions budgétaires des membres
Bonification de la DGF	non
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	non
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	non
Autre taxe	non
Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)	non
Autre redevance	non

Population

Population totale regroupée	76 533
Densité moyenne	194,84

Périmètres

Nombre total de membres : 9

- Dont 5 communes membres :

Dept	Commune (N° SIREN)	Population
31	Bruguières (213100910)	6 060
31	Gagnac-sur-Garonne (213102056)	3 222
31	Gratentour (213102304)	4 786
31	Lespinasse (213102932)	2 938
31	Saint-Jory (213104904)	7 426

- Dont 4 groupements membres :

Dept	Groupement (N° SIREN)	Nature juridique
31	CC des Coteaux Bellevue (243100815)	CC
31	CC des Coteaux du Girou (243100732)	CC
31	CC du Frontonnais (200034957)	CC
31	CC Val'Aigo (243100773)	CC

Compétences

Nombre total de compétences exercées : 1

Compétences exercées par le groupement
Environnement et cadre de vie - Autres actions environnementales * <i>Gestion post exploitation d'une ancienne installation de traitement des OM (CET) au lieu-dit "les flamans à Villeneuve-lès-bouloc en cessation définitive d'activité depuis le 1er janvier 2001 et dont la réhabilitation finale s'est achevée le 13 juin 2001, dans son suivi trentenaire défini par les lois et règlements en vigueur et principalement de l'AP du 25/08/1999 qui comprend notamment des prescriptions en matière de réhabilitation et d'entretien du site concerné.</i> * <i>valorisation du site</i> Par substitution

Adhésion à des groupements

Pas d'adhésion à un groupement

Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur en 2024 - millésimée 2021)